

MINISTERE DE L' ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENRALE DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DES AFFAIRES POLITIQUES

DIRECTION DES ORGANISATIONS ET
ASSOCIATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

DECLARATION D'EXISTENCE DES FEDERATIONS D'ASSOCIATIONS AU BURKINA FASO

COMPOSITION DU DOSSIER DE DECLARATION D'EXISTENCE **D'UNIONS OU DE FUSIONS D'ASSOCIATIONS**

1. Une demande d'autorisation d'exercer timbrée à *cinq cent (500)* F CFA adressée à Monsieur le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;
2. *trois (03)* exemplaires des statuts de l'union ou de la fusion dont *un (01)* original et *deux (02)* copies légalisées ;
3. *trois (03)* exemplaires du règlement intérieur de l'union ou de la fusion dont *un (01)* original et *deux (02)* copies légalisées. Le règlement intérieur doit mentionner entre autres la définition du rôle des membres dirigeants. ;
4. *trois (03)* exemplaires du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive de l'union ou de la fusion dont *un (01)* original et *deux (02)* copies légalisées avec mention obligatoire de la composition de l'organe dirigeant, l'indication de l'identité, des adresses complètes de ses membres et s'il y a lieu, du numéro de la boîte postale de l'association. Le procès-verbal doit être signé des membres du bureau de séance ;
5. une copie simple du récépissé de déclaration d'existence de chacune des associations membres de l'union ou de la fusion ;
6. une copie légalisée d'un document d'identification en cours de validité des membres de l'organe dirigeant ;
7. la liste de présence des participants aux travaux de l'instance délibérative signée par chacun d'eux ;
8. Une quittance de *quinze mille (15 000)* F CFA à retirer à la Direction générale des Libertés publiques et des Affaires politiques.

NB :

- le dossier complet doit être contenu dans une chemise cartonnée ;
- l'union, la fusion ou toute autre forme de regroupement d'associations n'est possible qu'entre des associations de même statut juridique œuvrant dans les mêmes domaines.